

# MEDEF Actu-Eco - n°272

Direction des études

Semaine du 16 au 20 janvier 2017



## SOMMAIRE

### FRANCE

- 1 **Activité des travaux publics en novembre 2016** : reprise peu allante, hausse des marchés conclus portée par un effet « Grand Paris »
- 2 **Créations d'entreprises en décembre 2016** : -3% sur un mois, +5,5% entre 2015 et 2016 (554 031)
- 3 **Situation dans l'industrie à la fin de 2016** : résultats jugés satisfaisants, amélioration attendue au premier semestre 2017
- 4 **Financement des ETI et des grandes entreprises en janvier 2017** : trésorerie plus aisée, délais de paiement plus détendus
- 5 **Impact de la réforme des retraites de 2010** : hausse de l'emploi global par l'allongement de la durée d'emploi des seniors encore occupés entre 58 et 60 ans

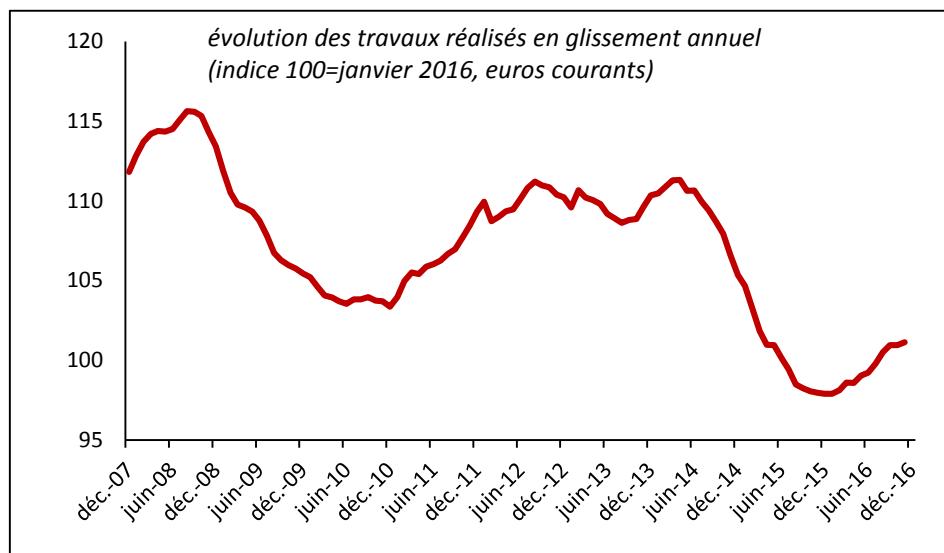
### INTERNATIONAL

- 6 **Perspectives 2017-2018 de l'économie mondiale du FMI** : accélération de la croissance, sur fond de risques baissiers
- 7 **Hausse des prix dans la zone euro en décembre 2016** : accélération sur un an de l'indice d'ensemble et de l'inflation sous-jacente
- 8 **Tendances récentes des marchés** : tension sur le 10 ans français, remontée de l'or

## 1. Activité des travaux publics en novembre 2016 : reprise peu allante, hausse des marchés conclus portée par un effet « Grand Paris »

\*Après un mois d'octobre décevant, *les travaux réalisés ont redémarré en novembre 2016* (+2,2% par rapport à novembre 2015 et +0,9% comparé à octobre 2016). L'activité cumulée des **douze derniers mois connus** s'est ainsi accrue de +3,2% sur les douze mêmes mois précédents. Elle demeure toutefois inférieure de -11% à son niveau de 2008.

Cette évolution globale des travaux recouvre des situations contrastées selon les métiers (recul dans les métiers de la route et des canalisations, reprise plus confirmée dans les métiers liés aux infrastructures électriques et numériques comme le très haut débit ou ceux liés à l'énergie).



Source : Fédération Nationale des Travaux Publics

\*Les **marchés conclus** ont continué de progresser (+9,7% en novembre 2016 et +14,3% pour les onze premiers mois 2016). Cette franche reprise est largement portée par un « effet Grand Paris » et masque ainsi de fortes **disparités régionales**, avec un grand quart Nord-Est encore très sinistré et des inégalités au sein d'une même région importante, avec souvent des écarts importants entre la ville métropole et des territoires très ruraux. Par ailleurs, la majorité des spécialités manque de visibilité dans leurs perspectives. Elle reste en effet tributaire du choix de politiques d'infrastructures

après les échéances électorales du printemps 2017 (grands projets comme les futures lignes à grande vitesse, canal Seine-Nord, liaison Lyon-Turin ; projets de taille plus réduite pour lesquels l'Etat intervient en tant que co-financeur dans le cadre des contrats de plan Etat-Région par exemple), mais aussi tributaire de l'investissement local.

Globalement, le niveau actuel des marchés conclus demeure encore très faible, voisin de celui enregistré en 2005.

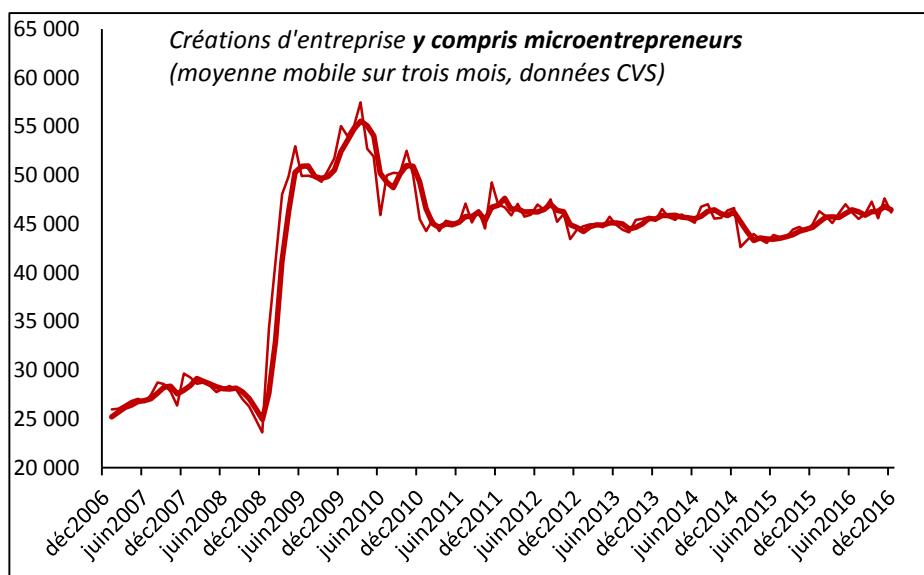
## 2. Créations d'entreprises en décembre 2016 : -3% sur un mois, +5,5% entre 2015 et 2016 (554 031)

\*Les créations d'entreprises, tous types d'entreprises confondus, ont reculé de -3% en décembre 2016 après leur rebond de +4,5% en novembre (données désaisonnalisées, corrigées des jours ouvrables). Le recul concerne aussi bien les créations d'entreprises classiques (-2,7%) que celles des microentreprises (-3,4%).

\*Le nombre moyen des créations du **quatrième trimestre 2016** s'est accru de +0,4% par rapport à

celui du trimestre précédent. **En glissement sur un an**, la hausse a été de +2% (données brutes), « portée par les créations de sociétés (+5%) et d'entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs (+3%) », lesquels ont baissé de -1%.

Par secteur, le transport et le soutien aux entreprises ont le plus contribué à la hausse globale.



Source : INSEE

\* Sur l'**ensemble de l'année 2016**, le nombre cumulé d'entreprises créées a atteint **554 031**, en progression de **+5,5%** par rapport à 2015.

Ce dynamisme tient à l'essor des créations d'entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs et de sociétés, dans les deux cas en hausse de près de +10%. En revanche, les **immatriculations de micro-entrepreneurs** se sont repliées de -0,3% en 2016.

Ces dernières ont représenté **40,2% du total** des entreprises créées, **contre 42,2% en 2015 et 51,5% en 2014**.

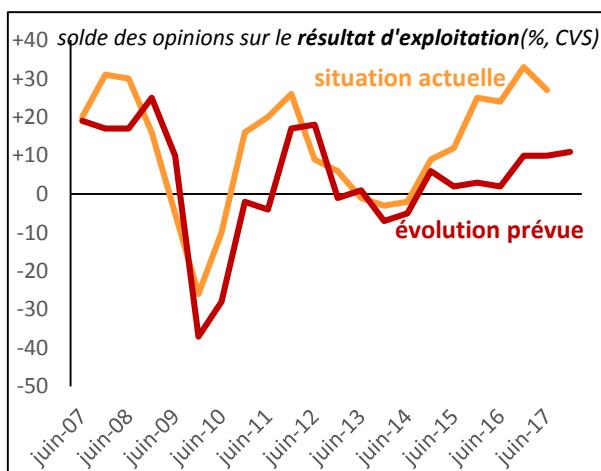
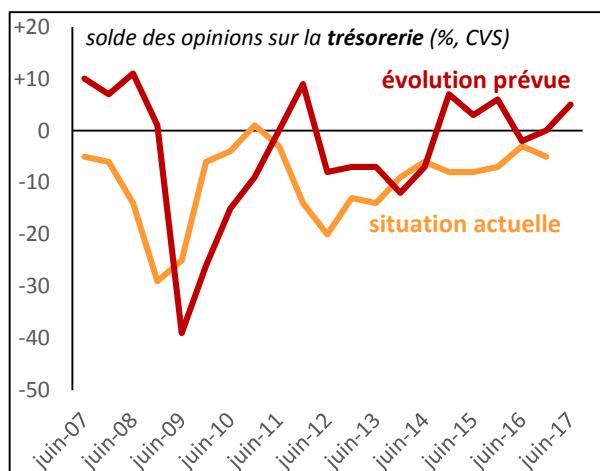
Au **plan sectoriel**, 4,4% des créations d'entreprise ont été enregistrées dans l'industrie, 11,1% dans la construction et 84,4% dans les services (22,6% dans le soutien aux entreprises, 9% dans les services aux ménages, 17,5% dans le commerce et 5-6% dans le transport-entreposage, l'hébergement-restauration et l'information-communication).

### **3. Situation dans l'industrie à la fin de 2016 : résultats jugés satisfaisants, amélioration attendue au premier semestre 2017**

\* La dernière enquête semestrielle de l'INSEE sur la *trésorerie dans l'industrie* fait apparaître une *petite dégradation du solde d'opinion sur la situation instantanée entre juin et décembre 2016*, à un niveau qui reste supérieur à la normale (moyenne des soldes d'opinion depuis juin 1990). Les industriels sont en effet plus nombreux à signaler que les pertes ou profits exceptionnels et les dépenses d'équipement ont pesé sur leur trésorerie au second semestre 2016. En revanche, ils sont *plus nombreux à anticiper une amélioration au premier semestre 2017*, le solde d'opinion restant au-dessus de sa moyenne.

\*Dans cette même enquête, les industriels sont *moins nombreux à juger satisfaisants leurs résultats d'exploitation du second semestre 2016*, après avoir atteint son *plus haut historique en juin*. Selon eux, les prix d'approvisionnement ont pesé sur leurs résultats, tandis que le volume des ventes ont au contraire joué favorablement.

Toutefois, le solde d'opinion reste très supérieur à sa moyenne de long terme. En décembre, les industriels étaient *aussi nombreux qu'en juin à envisager une amélioration de leurs résultats*.



Source : INSEE

\* L'*analyse par secteur* met en évidence :

- Une légère amélioration de la trésorerie et des résultats d'exploitation dans les *industries agroalimentaires*, et des perspectives favorables dans les deux cas pour le semestre en cours ;
- Une nouvelle amélioration des résultats au second semestre 2016 dans les *biens d'équipement* et une hausse attendue au

premier semestre 2017, mais un pessimisme nettement plus grand qu'en juin dernier sur l'évolution future des trésoreries ;

- Une opinion toujours « *très favorable* » sur les résultats d'exploitation et leur évolution dans l'*industrie automobile* (avec un solde toujours inférieur à la moyenne de long terme).

## 4. Financement des ETI et des grandes entreprises en janvier 2017 : trésorerie plus aisée, délais de paiement plus détendus

\* Selon la dernière enquête réalisée par l'AFTE et Coe-Rexecode en janvier 2017, les trésoriers des ETI de 500 salariés ou plus et des grandes entreprises font état :

- d'une **trésorerie d'exploitation plus aisée**, avec un solde d'opinion qui s'est sensiblement amélioré pour le deuxième mois consécutif, dépassant désormais sa moyenne des dix années précédentes.

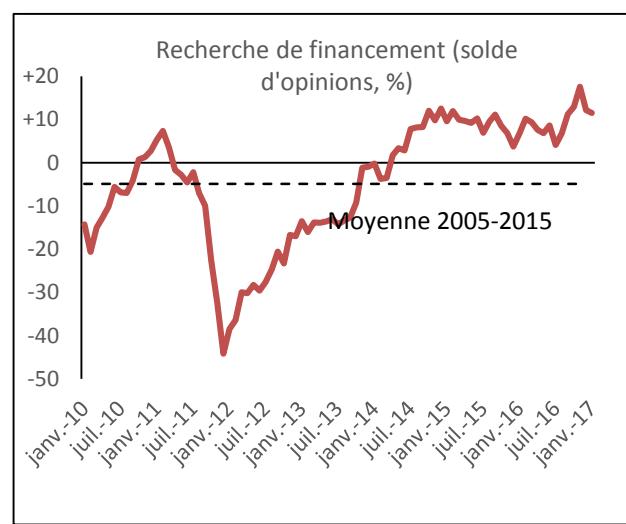
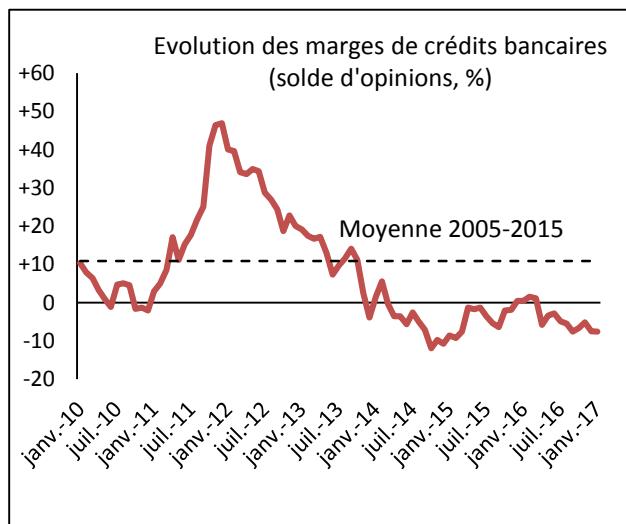
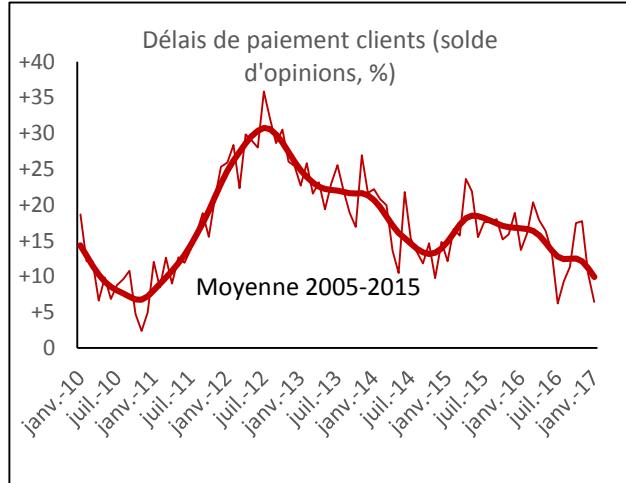
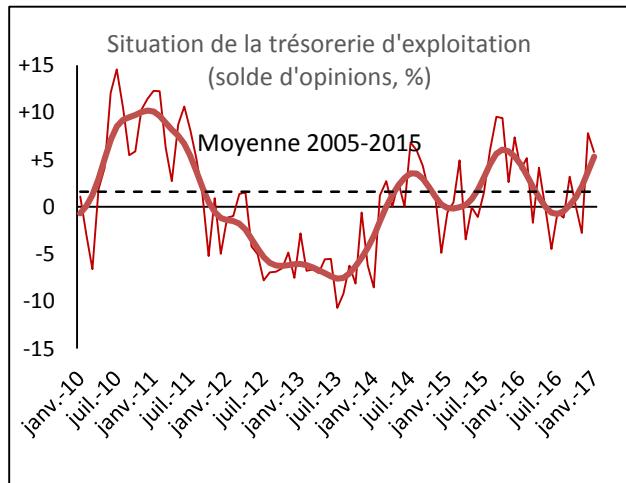
40% des trésoriers interrogés considèrent que le taux de change de l'euro contre le dollar a influencé la trésorerie de leur entreprise, et que cette influence serait « *un peu plus négative* » depuis deux mois, dans un contexte de légère dépréciation de l'euro contre le dollar. Il en va de même de l'évolution des prix des produits de base qui impacte pour un tiers des trésoriers leur

situation de trésorerie (influence de la remontée des cours du Brent jugée plus négative) ;

- de **délais de paiement des clients qui se détendent** pour une majorité des trésoriers. Le solde des opinions est proche de son niveau bas de la fin 2010. *Les délais de paiement négociés avec les fournisseurs se seraient quasiment stabilisés* ;

- d'un nouvel « **effritement** » de la marge payée sur **les crédits bancaires**, situation très favorable pour les entreprises qui empruntent, lesquelles doivent toutefois faire face une petite remontée des taux d'intérêt ;

- d'une **recherche de financements toujours « très aisée »**, malgré un indicateur en léger retrait depuis novembre 2016.



Source : AFTE et Coe-Rexecode

## **5. Impact de la réforme des retraites de 2010 : hausse de l'emploi global par l'allongement de la durée d'emploi des seniors encore occupés entre 58 et 60 ans**

\* L'INSEE vient de publier une étude « *Report de l'âge de la retraite et taux d'emploi des seniors : le cas de la réforme des retraites de 2010* ». Cette étude, réalisée à partir de l'enquête Emploi sur la période 2008-2014, tente de mesurer l'impact des réformes des retraites sur le taux d'emploi des seniors.

\* Ce dernier a augmenté « *significativement* » depuis le milieu des années 2000 : pour les personnes âgées de 60 à 64 ans, le taux d'emploi a plus que doublé, passant de 10,7 à 25,4% entre 2000 et 2014 pour les hommes et de 10,1 à 24,9% et pour les femmes.

Toutefois, il est difficile de spécifier précisément les influences respectives de chacun des facteurs explicatifs qui en réalité interfèrent : réformes successives des retraites aux effets potentiellement importants mais très progressifs (celles de 1993, 2003, 2014 notamment), fermeture graduelle des dispositifs facilitant la sortie anticipée du marché du travail (préretraites, dispense de recherche d'emploi pour les chômeurs âgés), augmentation du taux d'activité des femmes... En revanche, souligne l'INSEE, « *la réforme de 2010 a des caractéristiques très différentes* »,

du fait de « *son caractère rapide et contraignant* » : augmentation de deux ans de l'âge d'ouverture des droits, de 60 ans pour la génération 1950 à 62 ans pour la génération 1955, à raison de quatre puis cinq mois (depuis 2011) par an. La « *simplicité* » de cette réforme permet de « *proposer une évaluation* » de l'impact de la réforme sur le taux d'activité, sur l'emploi ainsi que les autres statuts sur le marché du travail (chômage, temps partiel, inactivité autre que le chômage).

\*La démarche consiste à *comparer les situations* (emploi, chômage) *des générations touchées par la réforme de 2010* – générations 1951 à 1953 - *et de celles qui ne l'ont pas été* – générations 1949 et 1950.

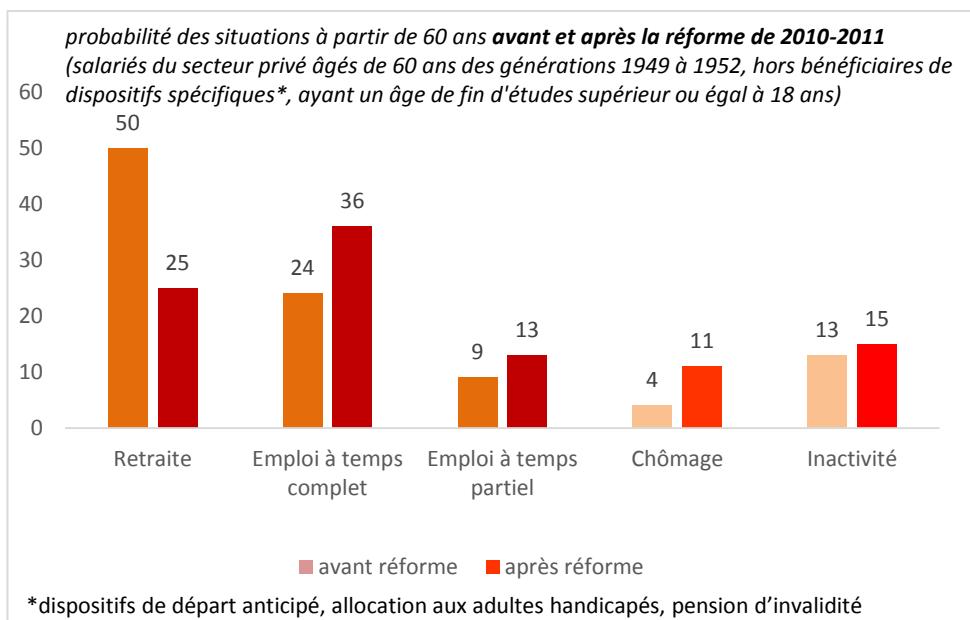
Il a fallu attendre d'avoir 60 ans et 4 mois pour faire valoir ses droits pour les personnes nées en 1951 (après le 1<sup>er</sup> juillet), 60 ans et 9 mois pour celles nées en 1952, 61 ans et 2 mois pour celles nées en 1953. Les enquêtes Emploi montrent que *le taux d'activité a peu varié en dehors des périodes et tranches d'âge visées par la réforme* : quasi stabilité avant 57 ans et après 62 ans pour l'ensemble des générations 1949 à 1953, mais aussi entre ces deux âges pour les générations nées en 1949 et 1950 (non concernées par la réforme).

En revanche, comme prévu, les taux d'activité des personnes de 58 à 62 ans augmentent lorsqu'on passe de la génération 1950 à la génération 1951 puis à la génération 1952. C'est l'augmentation observée entre 60 et 62 ans qui correspond aux effets directs de la réforme.

Autre phénomène, la génération 1953 (qui a eu 60 ans en 2013) a pleinement bénéficié du décret de novembre 2012 élargissant le bénéfice du dispositif « carrières longues » aux personnes ayant commencé à travailler avant l'âge de 20 ans. Pour neutraliser cet effet, l'étude se restreint aux personnes dont l'âge de fin d'études est supérieur ou égal à 18 ans, âge de début de carrière maximal ouvrant droit au dispositif des carrières longues pour la génération 1952 et les précédentes, et exclut la génération 1953.

\*Sur cette base, l'étude chiffre l'impact de la réforme de 2010 sur les **probabilités d'être dans les différents statuts** (emploi, temps partiel, chômage, inactivité, retraite) **entre l'âge d'ouverture des droits initial de 60 ans et celui découlant de la réforme**. Celle-ci a fait **baisser sensiblement la probabilité du senior d'être à la retraite entre 60 ans et le nouvel âge d'ouverture des droits**. La baisse est de **-25 points** (de 50 à 25%) pour l'ensemble des

salariés, qui se décompose ainsi : accroissement de +16 points de la probabilité d'occuper un emploi (de 33 à 49%) dont les trois quarts à temps plein, +7 points de celle d'être au chômage et + 2 points de celle d'être en inactivité (hors retraite). Pour les hommes, la probabilité d'être à la retraite a baissé de 57 à 30% (+17 points pour celle d'être en emploi), et pour les femmes de 40 à 18% (+16 points d'occuper un emploi).



Source : INSEE (*INSEE Analyses*, n°30, janvier 2017)

\* Au total, pour l'INSEE, « à court terme, l'effet dominant de la réforme aurait été de figer les situations acquises à l'approche de la soixantaine dans l'attente du nouvel âge d'accès à la retraite. C'est surtout par l'allongement de

la durée d'emploi des personnes encore en situation d'emploi entre 58 ans et 60 ans que la réforme aurait permis d'accroître l'emploi global. »

## **6. Perspectives 2017-2018 de l'économie mondiale du FMI : accélération de la croissance, sur fond de risques baissiers**

\* **Le FMI vient de « mettre à jour » ses Perspectives de l'économie mondiale** dans une note intitulée « *Un paysage économique mondial en mutation* ». Selon le Fonds, **la croissance mondiale devrait accélérer en 2017 et en 2018 (respectivement +3,4% et +3,6%**, taux inchangés par rapport aux prévisions d'octobre 2016), **après « des résultats médiocres en 2016 » (+3,1% attendu).**

\* Cette accélération du taux de croissance mondial serait portée à la fois par celle des pays avancés (+1,9% en 2017 et + 2,0% en 2018 après +1,6% attendu en 2016) et celle des pays émergents et en développement (+4,5% en 2017 et +4,8% en 2018 après +4,1% attendu en 2016).

### **Parmi les pays avancés :**

- **les Etats-Unis seraient le premier contributeur à cette accélération de la croissance mondiale.** Le FMI table en effet sur la perspective d'une relance budgétaire avec l'arrivée de l'Administration Trump qui porterait la croissance américaine à +2,3% en 2017 (+0,1 point par rapport à la

prévision d'octobre) et + 2,5% en 2018 (+0,4 point par rapport à la prévision d'octobre),

- **En Europe,** les projections de croissance de l'Allemagne, de l'Espagne et du Royaume-Uni ont été révisées à la hausse par rapport à celles d'octobre. La croissance de ces trois pays devrait néanmoins être inférieure à celle de 2016. Les prévisions pour **la France** n'ont pas été modifiées (+1,3% en 2017 puis +1,6% en 2018)

### **Parmi les pays en développement :**

- **La Russie et le Brésil** devraient renouer avec des taux de croissance positifs après deux années de récession,
- La croissance de **la Chine** devrait continuer de ralentir en 2017 et en 2018 (+6,5% et + 6,0%, après +6,7% en 2016). La prévision de croissance pour 2017 a toutefois été révisée à la hausse (+0,3 point par rapport au mois d'octobre) « *du fait de la poursuite attendue de la relance* ».

Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections (en %)

	Estimation (%)		Projections (%)		Différence par rapport aux projections d'octobre 2016	
	2015	2016	2017	2018	2017	2018
<b>Croissance mondiale</b>	<b>3,2</b>	<b>3,1</b>	 <b>3,4</b>	<b>3,6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Pays avancés, dont</b>	<b>2,1</b>	<b>1,6</b>	 <b>1,9</b>	<b>2,0</b>	<b>+0,1</b>	<b>+0,2</b>
<i>Etats-Unis</i>	2,6	1,6	 2,3	2,5	+0,1	+0,4
<i>Zone Euro, dont</i>	2,0	1,7	 1,6	1,6	+0,1	0
<i>Allemagne</i>	1,5	1,7	 1,5	1,5	+0,1	+0,1
<i>France</i>	1,3	1,3	 1,3	1,6	0,0	0,0
<i>Italie</i>	0,7	0,9	 0,7	0,8	-0,2	-0,3
<i>Espagne</i>	3,2	3,2	 2,3	2,1	+0,1	+0,2
<i>Royaume-Uni</i>	2,2	2,0	 1,5	1,4	+0,4	-0,3
<i>Japon</i>	1,2	0,9	 0,8	0,5	+0,2	0
<b>Pays émergents et en développement, dont</b>	<b>4,1</b>	<b>4,1</b>	 <b>4,5</b>	<b>4,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>0</b>
<i>Chine</i>	6,9	6,7	 6,5	6,0	+0,3	0
<i>Russie</i>	-3,7	-0,6	 1,1	1,2	0	0
<i>Inde</i>	7,6	6,6	 7,2	7,7	-0,4	0
<i>Brésil</i>	-3,8	-3,5	 0,2	1,5	-0,3	0
<i>Afrique du Sud</i>	1,3	0,3	 0,8	1,6	0	0

Source: FMI

\*Le FMI précise dans sa note que « *les perspectives de croissance mondiale ont des chances d'être révisées dans les deux sens, mais que les risques de ralentissement prédominent, surtout à moyen terme* ». Parmi ces risques, il pointe l'adoption de politiques de repli sur soi, une

montée des tensions géopolitiques et la lenteur de la mise en place de réformes structurelles.

A contrario, *une relance plus « importante que prévue » de l'Administration Trump pourrait permettre de contrebalancer ces risques et engendrer une croissance plus vigoureuse.*

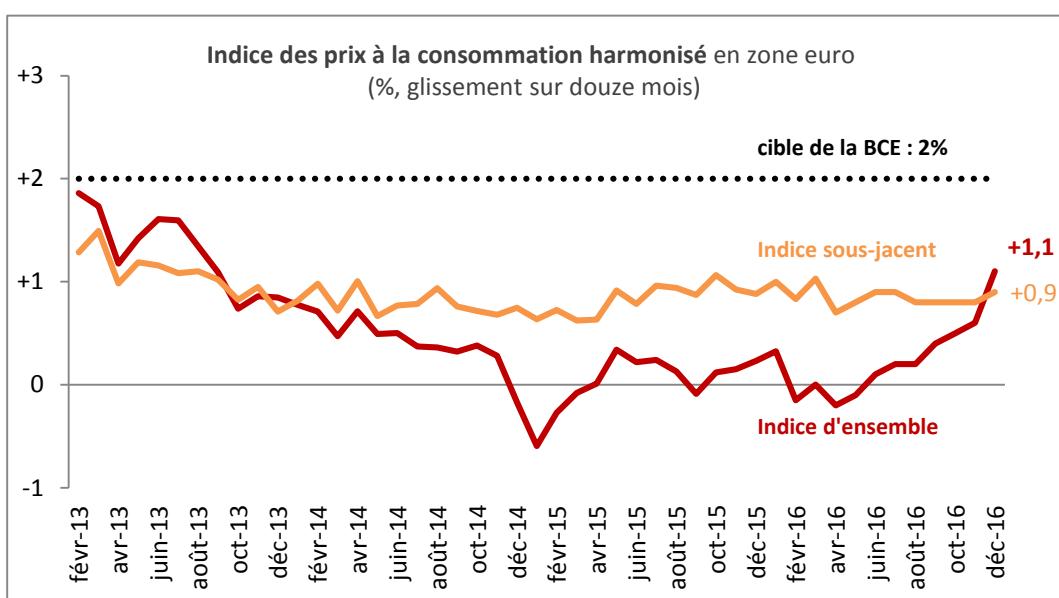
## **7. Hausse des prix dans la zone euro en décembre 2016 : +0,5% sur un mois et + 1,1% sur un an**

\* Selon Eurostat, *l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de la zone euro* a augmenté de +0,5% en variation mensuelle en décembre 2016.

\* Il a progressé de **+1,1% en glissement annuel**, sur fond de renchérissement des cours du baril de pétrole et du dollar par rapport à l'euro. *La hausse des prix a ainsi continué d'accélérer pour atteindre un rythme inédit depuis quarante mois*. Le taux d'inflation annuel de la zone euro demeure néanmoins **en deçà de la cible de 2%** qui est celle de la BCE.

Les principaux postes à l'origine de cette accélération du taux d'inflation annuel dans la zone euro sont les prix des carburants pour le transport et des légumes. En revanche le prix du gaz a une nouvelle fois eu un impact à la baisse de même que celui des télécommunications et des produits pour les soins personnels.

\* *L'indice sous-jacent des prix* a augmenté de **+0,9%** sur un an. Ce rythme légèrement plus soutenu que celui des trois derniers mois, demeure « morose » selon Mario Draghi, le Président de la BCE.



Source : Eurostat

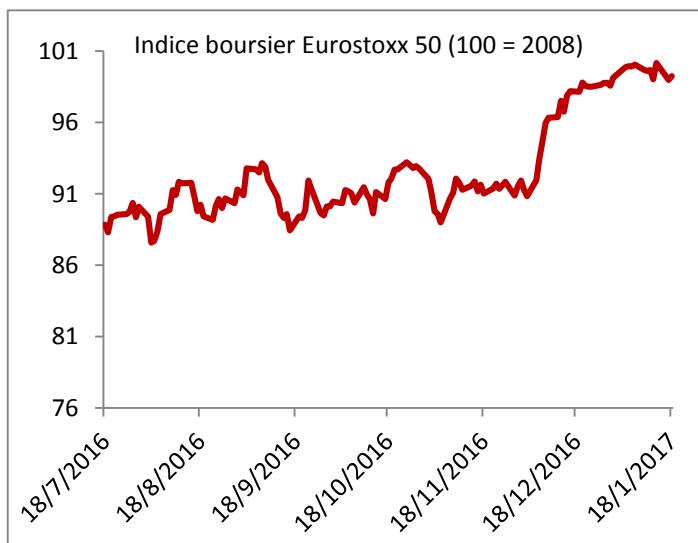
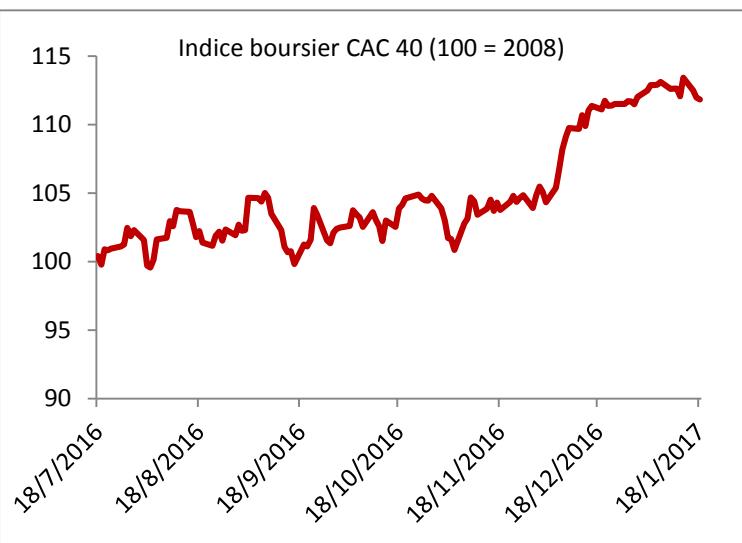
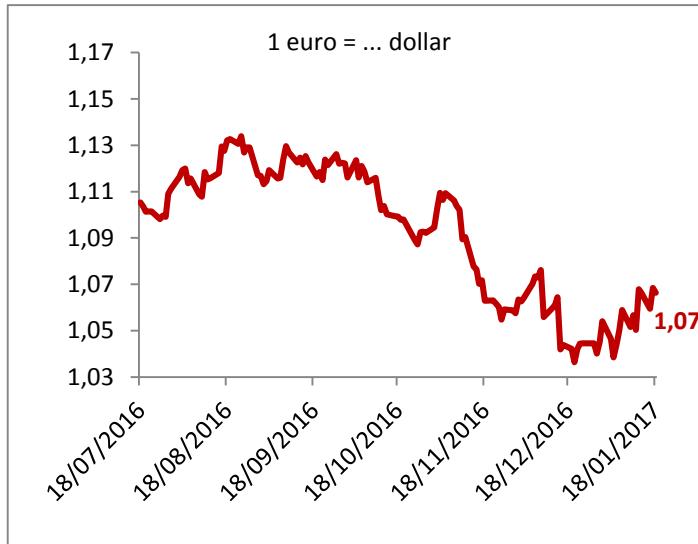
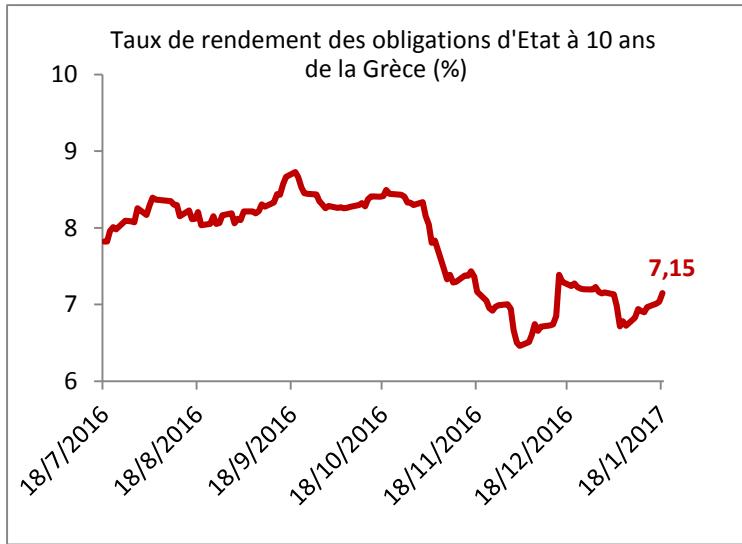
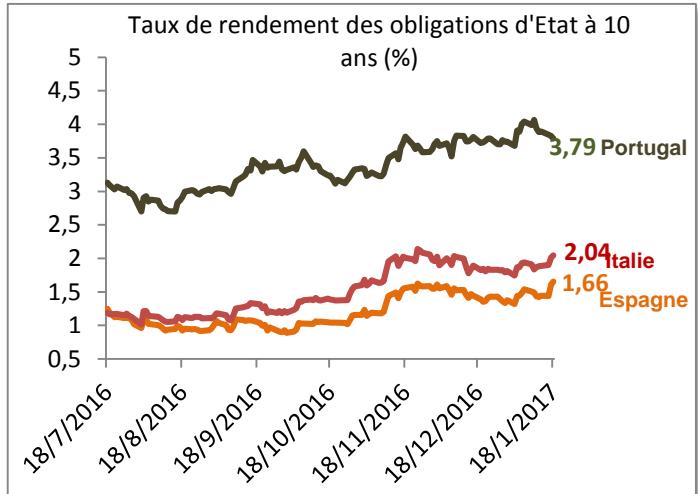
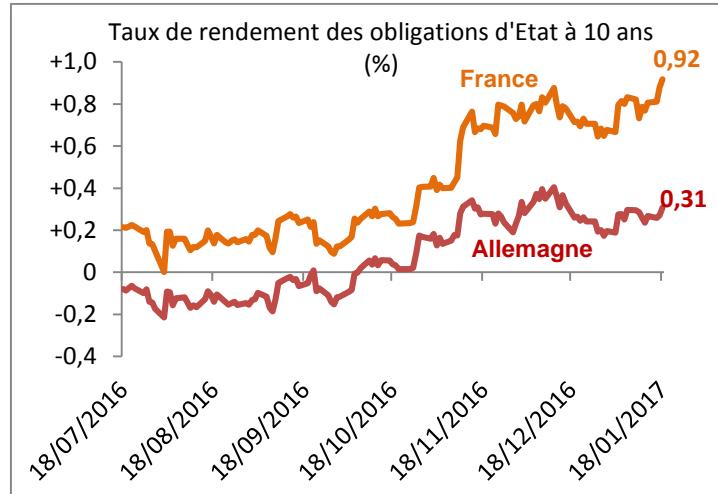
\* Si l'accélération de l'inflation est pour la BCE une nouvelle positive au regard de ses objectifs, *d'importantes hétérogénéités entre les Etats membres de la zone euro demeurent* :

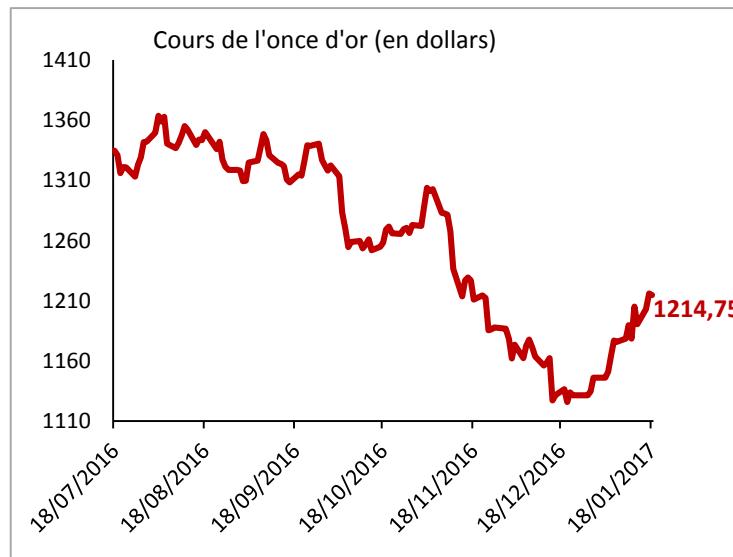
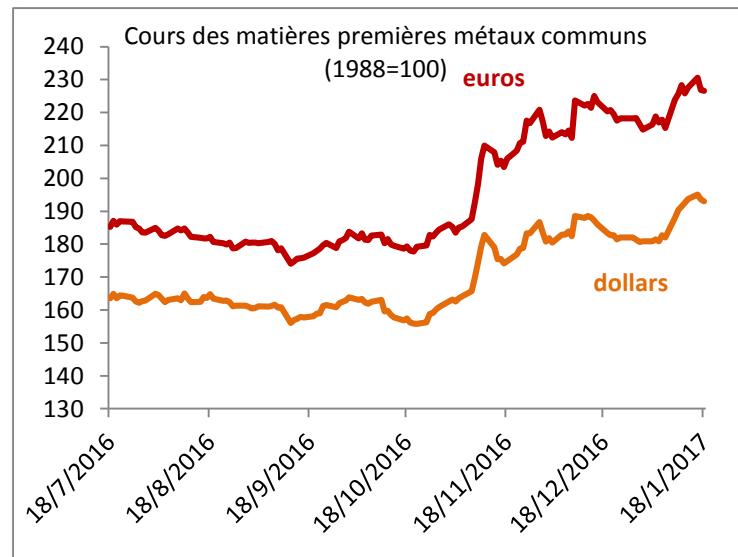
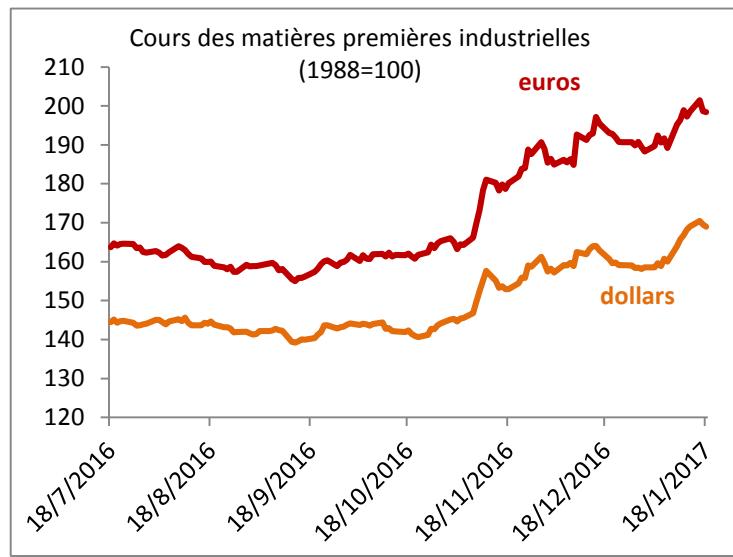
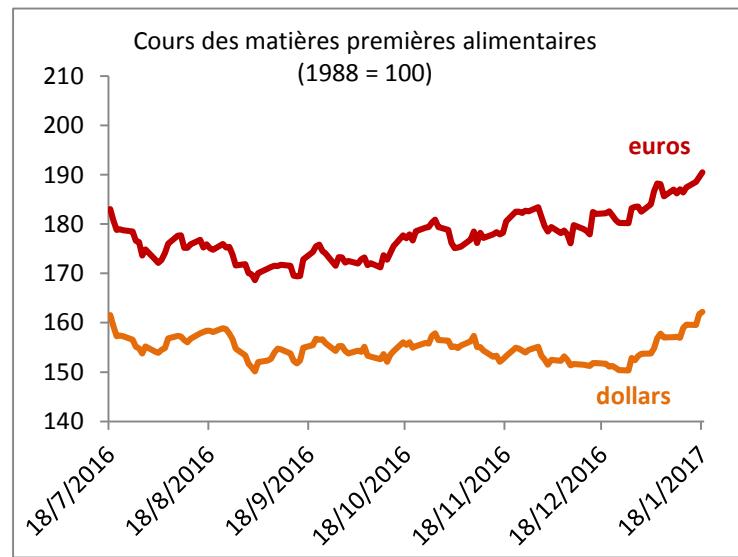
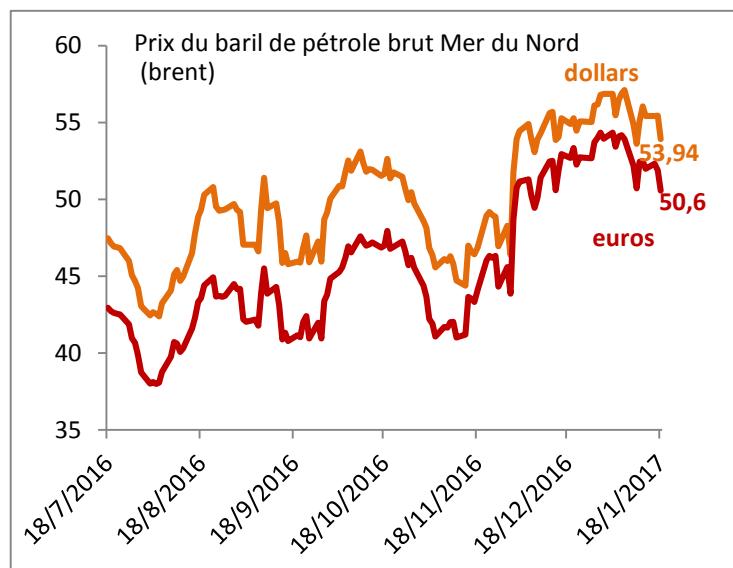
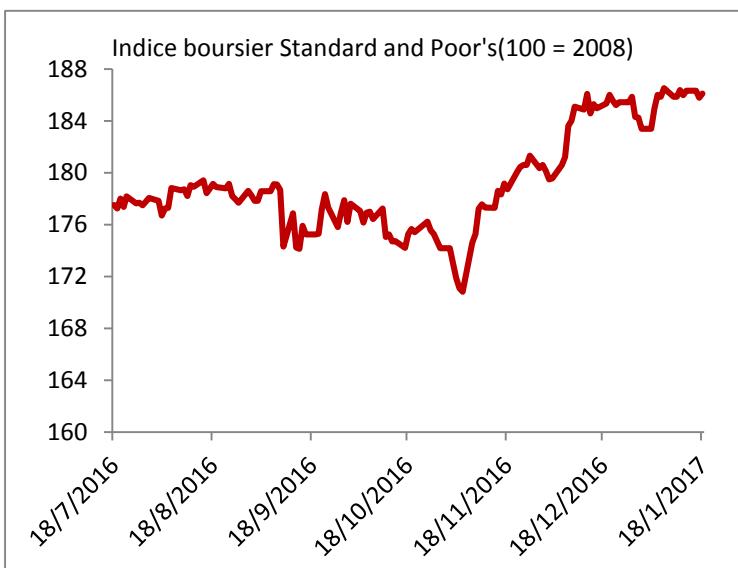
- hausse nettement plus rapide des prix (indice des prix harmonisés) que la moyenne de la zone euro au Luxembourg (+1,6%), en Autriche (+1,6%), en Allemagne (+1,7%) et en Belgique (+2,2%) ;
- hausse des prix plus faible que la moyenne dans dix pays, dont la Grèce (+0,3%), l'Italie (+0,5%), la France (+0,8%) ou encore le Portugal (+0,9%).

*Ces disparités sont susceptibles d'aviver les « discussions » au sein du Conseil des gouverneurs de la BCE sur la pertinence de prolonger le programme de rachats d'actifs de mars à décembre 2017.* Certaines banques centrales nationales, en tête desquelles la Bundesbank, s'étaient en effet opposées à la décision du 8 décembre 2016 de prolonger le « Quantitative Easing ».

Mario Draghi a déclaré, à la suite de la réunion de politique monétaire du 19 janvier 2017, que la BCE n'envisageait pas à ce stade de changer de cap.

## 8. Tendances récentes des marchés : tension sur le 10 ans français, remontée de l'or





Contacts : [gde-lavernee@medef.fr](mailto:gde-lavernee@medef.fr) // [abenhamou@medef.fr](mailto:abenhamou@medef.fr)

Rédaction achevée le 20 janvier 2017

La Météo de l'éco - Prenez la température de l'économie française en quelques clics, avec 30 indicateurs

- Connectez-vous sur [www.meteodeleco.fr](http://www.meteodeleco.fr)
- ou téléchargez l'application gratuitement sur :

